

## JEAN-YVES CARFANTAN

Senior Consultant, Agrobrasconsult

Notre panel sur la sécurité alimentaire a débuté avec un message vidéo de Jose Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO, nous rappelant les importants défis qui nous attendent pour éliminer la faim dans le monde et assurer la sécurité alimentaire pour tous. Il a insisté sur l'importance de stratégies nationales et régionales cohérentes, et de mécanismes de coordination régionale comme la CAADP en Afrique qui s'avère être un instrument vital dans l'efficacité de l'action conjointe entre les gouvernements et les partenaires internationaux. Sur ce sujet, il a particulièrement insisté sur l'importance d'inclure de façon active tous les partenaires – les gouvernements, le secteur privé, les ONG et la communauté internationale – dans la recherche de solutions durables pour vaincre la faim et assurer la sécurité alimentaire, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

**Christopher Delgado** nous a ensuite fait un portrait dramatique du défi mondial de la sécurité alimentaire. Il y a toujours plus de 800 millions de personnes qui souffrent chroniquement de la faim dans le monde, et plus de 165 millions d'enfants sont touchés précocement par la malnutrition. Les trois quarts de ceux qui souffrent de la faim vivent en zone rurale. La plupart dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour vivre, mais le capital naturel dont ils dépendent est menacé ou en cours d'épuisement. Dans le même temps, l'augmentation de la population mondiale et la modification des régimes alimentaires vont nécessiter une augmentation de la production de nourriture de 60 à 70% dans les décennies à venir. Cette augmentation va dépendre avant tout de l'intensification de l'agriculture, puisque la quantité nette de terre exploitable disponible ne va pas augmenter de façon significative : de nouvelles terres pourront être exploitées mais d'autres vont s'épuiser.

Entre-temps, un certain nombre de facteurs vont augmenter la pression sur les prix et leur volatilité pour les productions agricoles les plus demandées au niveau mondial comme les céréales. Et les pays dans lesquels la sécurité alimentaire est la plus basse seront les plus vulnérables à cette plus grande volatilité, qui sera probablement un phénomène durable et à long terme.

Il nous a également rappelé que le long et constant déclin du prix des céréales depuis les années 80 jusqu'à très récemment a sans doute été une mauvaise nouvelle pour les fermiers et une bonne nouvelle pour les pays importateurs de céréales. Mais il a surtout entraîné une politique de complaisance et les pays pauvres ont été pris de court par l'envolée des prix en 2008. Cet impact négatif de l'envolée des prix a été encore aggravé par les restrictions à l'export ; lorsque de grandes parties du monde s'isolent, le reste doit supporter les conséquences du déséquilibre entre l'offre et la demande. C'est un des problèmes majeurs de la gouvernance mondiale.

Il y a cependant des raisons d'être optimiste : une plus grande attention aux problèmes agricoles et à la sécurité alimentaire entraîne une augmentation des investissements et de la productivité. Nous pouvons espérer que la moitié de l'augmentation de productivité des prochaines décennies viendra des pays émergents.

Cependant, une incertitude grandissante et inquiétante plane au-dessus de ce tableau : l'impact des changements climatiques sur l'agriculture. Nous avons de bonnes raisons de croire que cet impact sera négatif, en particulier dans les régions tropicales dont on aurait pu attendre le plus grand potentiel d'augmentation du rendement.

Un changement climatique de 2 degrés pourrait faire régresser le monde en réduisant la quantité de nourriture par habitant de 10-20% peut-être dès 2050. Dans le même temps, les inondations et les incursions d'eau salée affectent déjà 15 millions d'hectares de rizières dans le sud et l'est de l'Asie.

Pour aggraver les choses, l'agriculture elle-même est un facteur majeur d'émission de gaz à effet de serres, donc il nous faut trouver des moyens d'intensifier l'agriculture tout en modérant ses effets néfastes sur l'environnement. C'est possible, en particulier grâce à l'agroforesterie et la gestion intégrée des récoltes, des forêts, des terres et de l'eau. Mais ce genre d'agriculture est complexe, qui plus est lorsqu'elle doit être intensive, et elle requiert un niveau de capacité et technicité peu accessible aux pauvres fermiers.

Il nous faut donc une agriculture intelligente qui améliore le rendement des récoltes et la gestion des troupeaux afin d'augmenter la production, d'améliorer la résistance des systèmes de production au climat, de réduire les émissions de carbone et d'augmenter le stockage du carbone dans le sol.

Tout ceci va nécessiter des partenariats judicieux au niveau mondial, des innovations, de l'investissement, un rôle important accordé au secteur privé et des politiques clairvoyantes de la part des gouvernements.

**Marcos JANK** a ensuite pris la parole pour évoquer l'importance, et la difficulté, de la libéralisation du commerce agricole comme élément clé de la solution. Revenant à peine de Bali, il a exprimé sa déception quant au progrès là-bas et son inquiétude sur le fait que la tendance à encourager les accords d'échange régionaux tels que le TPP risque ne de pas créer les bonnes bases pour un système d'échange agricole efficace à l'échelle mondiale.

Il nous a ensuite rappelé les facteurs clés du remarquable succès du Brésil dans l'amélioration de sa productivité agricole et sa compétitivité à l'export agricole au cours des dernières décennies. Parmi ces éléments figurent un usage plus efficace des vastes ressources naturelles ; plus d'investissements ; la dérèglementation ; et des économies d'échelle (par l'augmentation de la taille moyenne des parcelles et la migration des petits agriculteurs vers de nouvelles zones agricoles, étendant ainsi la frontière agricole brésilienne).

Le Brésil a connu une énorme hausse de la productivité des terres, avec un rôle essentiel de l'EMBRAPA qui a adapté les variétés végétales aux diverses zones tropicales agro-écologiques. L'innovation dans les techniques agricoles a également été essentielle, en particulier la rotation des cultures et l'expansion de la double culture dans les zones où les saisons sont suffisamment longues (par exemple, le maïs comme seconde culture après le soja).

Bien sûr, toute cette augmentation de la productivité n'aurait pas eu l'effet désiré sur l'offre alimentaire et la compétitivité à l'export sans de gros efforts pour augmenter les liens entre les fermiers et les marchés, ce qui a été une

autre priorité. Et ce genre d'augmentation de la productivité ne sera pas durable sans une attitude plus positive à l'égard des cultures d'OGM, qui peuvent augmenter le rendement de façon impressionnante.

Il a mentionné les grandes opportunités de coopération entre le Brésil et l'Afrique pour le développement agricole, en particulier si on adapte la grande expérience du Brésil en matière de technologies agricoles et d'amélioration de la productivité aux particularités du continent africain.

**Son Excellence Mr. Mahama Zougrana**, Ministre de l'Agriculture du Burkina Faso, a ensuite dépeint en détail les défis de la sécurité alimentaire et du développement agricole dans son pays, et comment le gouvernement et les acteurs y font face.

86% de la population du Burkina Faso est impliquée dans l'agriculture, dont une majorité de petits exploitants pauvres. Il y a beaucoup de travail à faire pour améliorer le rendement des récoltes, moderniser les techniques agricoles, renforcer les liens avec les marchés et réduire la volatilité des prix et de l'offre. L'investissement dans le secteur agricole, en particulier en provenance du secteur privé, doit augmenter, même si le gouvernement a déjà augmenté ses investissements dans ce secteur.

Améliorer la performance agricole signifie aussi améliorer le mode de vie agricole, et donner plus de pouvoir aux femmes qui représentent la majorité des agriculteurs. Il faut aussi attirer les générations futures vers l'agriculture, ce qui signifie faire plus d'efforts pour sécuriser l'affectation des terres agricoles.

Il faut prendre des mesures intelligentes pour stabiliser l'offre de nourriture, y compris le développement des stocks, le tout de façon flexible et sans distorsion sur le marché. Les zones de production de nourriture doivent être liées plus efficacement aux marchés et aux zones urbaines, et les fermiers, marchands et autres acteurs des échanges agricoles ont besoin d'informations sur les marchés qui soient plus précises et données en temps voulu.

La sécurité alimentaire et le développement agricole sont des priorités pour le gouvernement du Burkina Faso, mais ils ne peuvent y faire face seuls. Une approche coordonnée impliquant le gouvernement, le secteur privé, les ONG, la communauté internationale et tous les acteurs-clés est la seule façon de répondre efficacement et durablement à cet énorme défi.

**Jane Karuku** nous a rappelé que la majorité des petits exploitants agricoles en Afrique sont des femmes et elles sont quasiment toutes pauvres. AGRA travaille dans plusieurs pays africains pour organiser ces fermières en groupes et les aider à être plus productives et rentables. AGRA a développé un ensemble de stratégies et programmes intégrés pour répondre aux besoins de ces petits exploitants. Cela comprend un meilleur accès à des données appropriées et à bon coût ; aux informations et connaissances sur les techniques de récoltes et d'agriculture ; l'accès au crédit et le lien avec les marchés. AGRA travaille également beaucoup sur les problèmes de santé des sols, la réduction des pertes post-récoltes et d'autres domaines pour améliorer à la fois la productivité des petits exploitants et leurs *revenus*.

La politique et le lobbying sont aussi d'une importance cruciale dans leurs efforts, car les gouvernements africains ont un rôle important à jouer dans le développement de l'agriculture africaine et ils n'ont pas tous respecté les promesses faites au cours des dernières années, en particulier celle de consacrer 10% du budget de l'État au développement agricole. L'agronomie et les services de développement agricole ont sérieusement besoin d'être remis sur pied après une longue absence d'investissement, et le secteur privé peut aider dans ce domaine.

Elle a mentionné qu'on commence à voir affluer de gros investissements dans l'agriculture africaine. Par exemple, des modèles bien pensés de plantation satellites dans lesquels les petits exploitants sont sous contrat avec de grandes entreprises agro-alimentaires pour produire des récoltes sont de plus en plus courants et ont un effet positif.

Elle a rappelé que 2014 a été nommée "L'Année de l'Agriculture Africaine" et a exprimé l'espoir que cette visibilité amène à des efforts plus concertés et coordonnés de la part de tous les acteurs pour aider les petits exploitants africains et contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

**Brent Habig** nous a parlé du travail de TechnoServe dans plus de 30 pays pour mettre au point des entreprises et industries agricoles compétitives. Bien qu'étant une ONG, TechnoServe a clairement une approche commerciale, avec pour but de promouvoir les entreprises durables qui développent la production alimentaire, réduisent la sécurité alimentaire et créent une plus grande croissance économique dans les pays émergents.

Dans le même temps, ils équilibrent cette volonté commerciale avec un souci d'inclusivité, en se concentrant sur les moyens de relier les petits exploitants pauvres à ces opportunités. Ils se concentrent sur des solutions adaptées au contexte local et envisagent leur rôle comme catalyseur de changement positif et d'innovation.

Une partie de leur approche consiste à aider les fermiers à développer des stratégies mixtes combinant la sécurité des récoltes alimentaires au revenu des récoltes commerciales. Par exemple, la culture et la vente du cacao injecte des capitaux dans de petites exploitations qui seraient autrement uniquement centrées sur les cultures alimentaires, ce qui permet de lisser le revenu et d'assurer des revenus entre les récoltes de cultures alimentaires. Il insiste également sur l'importance de développer les outils de crédits pour les petits exploitants, mais en y incluant des mécanismes pour renforcer les taux de remboursement.

## Discussion

La discussion a été vive et a abordé de nombreux sujets, dont les suivants ont été les plus importants :

1. Les distorsions du marché: la discussion est revenue à plusieurs reprises sur les différents facteurs créant la volatilité des prix et les distorsions du marché pour les marchandises agricoles. Allant au-delà de l'opinion simpliste qui

veut que la volatilité vienne avant tout de la spéculation, le groupe a étudié la combinaison des facteurs structurels à long terme (comme le sous-investissement, l'augmentation de la demande et les changements climatiques) et des déclencheurs à court terme (comme les interruptions de l'offre, les politiques gouvernementales et les catastrophes climatiques) qui créent une plus grande volatilité dans les marchés mondiaux de marchandises.

2. L'importance de politiques intelligentes, de l'investissement public et de la volonté politique. Les gouvernements d'Afrique promettent depuis des années de revitaliser le secteur agricole mais les résultats sont inégaux et ils sont nombreux à ne pas avoir respecté leurs engagements.

3. Les changements climatiques et le besoin de résilience: le consensus a été général sur le fait que les changements climatiques vont avoir un impact important sur l'agriculture, en particulier dans les zones tropicales, et que les gouvernements et autres acteurs doivent agir maintenant pour intégrer des mesures de résilience dans l'agriculture et les systèmes alimentaires mondiaux afin de réduire cet impact.